

# **DOSSIER - HISTOIRE**

## **De la colonisation à la pacification de l'Algérie réflexions historiques**

**Idées reçues Les médias mettent l'accent sur les méfaits du colonialisme : une conquête injuste, un crime contre l'humanité, un viol (A.Begab), une extermination (Le Cour Grandmaison), un génocide culturel (Assia Djébar), un exemple de traite des esclaves (Taubira). Les repentants triomphent à la télévision.**

Les mêmes journalistes et certains historiens présentent la pacification de l'Algérie comme l'application fumeuse des principes de la contre-révolution (JC. Jauffret), une politique sans finalité, *vague et hésitante* (PH. Simon).

Pour les avocats du FLN, la pacification vise à camoufler *des crimes de guerre* qui sont le vrai visage de cette politique. *L'armée terrorise la population*

(R.Branche), elle s'empare du pouvoir et multiplie exactions et sévices (S.Thénault). Les accusateurs de la loi de criminalisation condamnent l'armée française qui a conduit *une guerre contre l'humanité*.

Or ces accusations ne sont pas partagées par les principaux acteurs politiques et militaires, ni par les historiens qui font autorité.

### **La réalité coloniale**

A l'époque moderne, Henri Brunschwig note que le terme de colonialisme a été inventé au 20<sup>è</sup> siècle. On parlait auparavant de colonisation, laquelle *s'inscrit dans le vaste mouvement d'occidentalisation du globe qui, depuis le 15<sup>è</sup> siècle, pousse les peuples européens, maîtres de techniques de plus en plus perfectionnées, à modeler le monde à leur image*. La colonisation est donc un phénomène mondial, qui relève du mouvement des peuples dynamiques, à l'exemple des empires romain, ottoman et soviétique. Comme toute entreprise humaine, elle a ses bons et ses mauvais côtés, que l'historien sérieux s'efforce de prendre en considération sans prononcer de jugement de valeur.

Quant à la colonisation française du 19<sup>è</sup> siècle, elle relevait de l'idéologie des Lumières, illustrée par Victor Hugo (*un peuple éclairé va trouver un peuple dans la nuit*) et revendiquée par Jules Ferry, Léon Blum et Pierre Messmer.

*Inexpiable*, écrit l'historien Daniel Rivet, *la guerre l'est immédiatement... La sauvagerie des indigènes rejaillit sur l'occupant par effet de contagion mimétique*. Des excès sont donc commis par les deux camps. Historien du FLN, Mohammed Harbi contredit l'idée *d'une idéologie visant à l'extinction totale d'un peuple*. Selon Stéphane Courtois, *aucun colonialisme n'a coûté autant de morts que le communisme*.

Yves Yacono et Jacques Frémeaux ont évalué les pertes importantes de la population musulmane

au 19<sup>e</sup> siècle, attribuées en partie à la guerre, mais amplifiées par les épidémies et les famines des années 1860. Le Service de Santé militaire vient alors en aide à la population ; ses chercheurs éradiquent les épidémies de paludisme, de fièvre récurrente et de typhus, et permettent l'extraordinaire croissance de la démographie.

*M'Saïef départ pour AMG*

Dans une lettre de 1848, l'émir Abd el Kader écrit : *j'ai résisté aux Français...Mais quand j'ai reconnu que Dieu les avait rendus forts et qu'il leur avait donné l'empire, je leur ai abandonné le pays pour toujours.*

## **Les objectifs de la guerre d'Algérie.**

*Après la Toussaint 1954, incapable de provoquer un soulèvement généralisé, le FLN a eu recours à la terreur et aux atrocités.* Cette terreur s'exerce à la fois contre les musulmans qu'il faut convaincre et contre les Européens, conformément à la doctrine de Franz Fanon, approuvée par Sartre : *il faut tuer : abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups...* En revanche, Albert Camus et Robert Badinter condamnent le terrorisme : *aucune cause ne saurait justifier le massacre aveugle de civils innocents par des terroristes.*

Mohammed Harbi a démenti le mythe du peuple algérien unanime dans la lutte pour l'indépendance : *le nationalisme, qui n'a trouvé son unité qu'en 1962, s'est imposé par la guerre civile,* écrit-il. En raison des dissensions internes, il n'y a pas eu de direction stratégique, mais la naissance d'une bureaucratie qui s'est transformée en Etat policier.

Le but poursuivi par les responsables militaires français mérite également une analyse approfondie. Le maintien de l'Algérie française, en effet, ne signifie pas le maintien de l'Algérie *de papa*. Dès juin 1956, le général Ely envisage une solution libérale. Le général Salan adhère à la loi-cadre de Robert Lacoste, qui n'exclut pas l'indépendance. Le général Challe était partisan de la même loi-cadre et ne pensait pas que *l'intégration totale de l'Algérie à la métropole fut souhaitable.* Proche des officiers parachutistes, Claude Paillat les décrit comme *des enfants de la Révolution française : on apporte la liberté...on va refaire une autre société que ces colonies un peu pourries.* Hélié de Saint-Marc confirme que *n'étant pas fanatique de l'Algérie française, notre obsession n'était pas d'empêcher l'indépendance de l'Algérie...*

## **La stratégie anti-guérilla et anti-terroriste.**

La plupart des observateurs reconnaissent que l'armée française a peu à peu mis au point une stratégie anti-guérilla efficace, utilisant des techniques innovantes (hélicoptères, écoutes radio, radars-canons, commandos de chasse) et couvrant tous les domaines militaires:

- protection des populations par le quadrillage et les supplétifs – destruction des bandes rebelles par les unités de réserve générale – contrôle des frontières par les barrages frontaliers et la surveillance maritime et aérienne – intoxication des wilayas – élimination des trafics d'armes – commandos infiltrés en Tunisie et au Maroc.

Cependant le plan Challe n'a pas été mené à son terme, l'ALN extérieure n'a pas été attaquée, la victoire militaire est inachevée.

L'élimination du terrorisme urbain a eu recours à des procédés moralement condamnables. Le général Gillis l'a rappelé dans un manifeste qui a été approuvé par 524 officiers généraux:

*« Certains, pendant la bataille d'Alger en particulier, ont été confrontés à un dilemme : se salir les mains en interrogeant durement de vrais coupables, ou accepter la mort certaine d'innocents. S'il y eut des dérives, elles furent marginales ».*

Il faut donc rappeler que cette pratique n'a pas été généralisée et qu'à l'été 1957, le renseignement sur le terrorisme a été obtenu par pénétration des réseaux adverses. C'est ce qu'a reconnu Zohra Driff : « *ces méthodes n'avaient plus cours quand j'ai été prise* ».

## La pacification

Parallèlement, l'armée a engagé en Algérie une politique de *conquête des esprits et des cœurs* (Soustelle cité par Frémeaux), qui n'était pas des opérations militaires, mais qui confortait les objectifs du pouvoir.

L'ampleur de l'action politico-militaire mise en œuvre par l'armée est ignorée des médias. Or elle bénéficiait de l'expérience des Bureaux arabes au 19<sup>e</sup> siècle, des principes de pacification de Galliéni, imité par Lyautey. Enrichie par les *structures parallèles* de Lacheroy, cette action fut engagée par Salan et Massu ; elle était soutenue par Ely et Debré. Sa doctrine a été conceptualisée par Beaufre, Trinquier et Galula. Voici quelles en sont les lignes directrices :

- en mai 1957, le Chef d'Etat-major général Ely *propose de mettre en place un organisme chargé d'assurer la conduite de la guerre psychologique... qui s'impose jusqu'au commandant de compagnie qui nomadise en Kabylie*. En mars 1960, il souligne au général De Gaulle que *le contact est nécessaire* et que seule l'armée en a la maîtrise. De Gaulle reconnaît le 4 novembre ce *magnifique effort de pacification*.

- Challe dans sa directive du 22 décembre 1958 écrit que : *Nous ne pacifierons pas l'Algérie sans les Algériens. Détruire les bandes n'est pas suffisant*.

- en juillet 1961, le Chef d'état-major général Olié *justifie la politisation de l'armée...Les gouvernements ont accepté que les militaires exécutent des tâches non militaires...On ne peut reprocher aux exécutants d'avoir fait cette guerre politique et d'avoir voulu la gagner*.

Des observateurs non militaires observent les réalisations de cette pacification :

- en 1958, Jean Lacouture estime que *l'action menée par quelques officiers et leurs hommes m'a paru en tout état de cause positive et fructueuse...ce que l'armée est en train de faire ressemble à un travail révolutionnaire*,

- le préfet Benmebarek confirme que dans *les équipes constituées...par quelques généraux convaincus et par des officiers de terrain, il y eut dans le domaine de la promotion sociale, un réel esprit « mai 1958 »*.

## La pacification couvre ainsi de nombreux domaines :

- l'action **politique**, grâce aux élections libres, qui rencontrent un grand succès auprès des femmes en octobre 1958 ;

*Les femmes transportent les parpaings pour construire Mechta Berra*

- la *fraternisation* de mai 1958, et des *Comités de Salut public*, instruments de réconciliation malencontreusement dissous ;

- *l'autodéfense active des quartiers de pacification* ( plan Victor) approuvée par Ely et Debré

- *la Fédération amicale des U.T.<sup>1</sup> et des autodéfenses, qui selon Challe doit devenir le grand parti européen-musulman* ;

- l'ordonnance de février 1959 sur la condition féminine ;

---

1) UT : unité territoriale.

- l'action **éducative** : tardivement relancée, la scolarisation est portée à 66% en 1961 ; l'ensemble de la jeunesse est suivie par le *Service de formation* (SFJA), créé à l'initiative du colonel Lacheroy ; il forme à Issoire et Nantes des moniteurs qui animent foyers de Jeunes et foyers sportifs ; *libérer la femme musulmane*, déclare le général de Segonzac aux monitrices de Nantes, *voilà la mission exaltante* qui vous est proposée ;
- la promotion militaire vise aussi à la formation d'une élite musulmane,
- 700 Sections **administratives** spécialisées (SAS) et 30 sections urbaines constituent les instruments de cette politique ; créées par Soustelle en 1956 ; elles rétablissent le contact avec la population, gèrent les nouvelles communes et conduisent une action de développement agricole et artisanal ; 1400 officiers, 650 sous-officiers et 3700 employés civils y participent. *Les képis bleus*, écrit Alistair Horne, *formaient un corps d'hommes dévoués et courageux qui, partout, savaient se faire aimer de la population* ;
- 350 *Equipes médico-sociales itinérantes* (EMSI) contribuent à **l'action humanitaire** auprès des femmes et des enfants. *Dans le bled*, écrit leur présidente, *les femmes étaient avides d'apprendre et aspiraient à une vie meilleure, à l'européenne, disaient-elles... Pour la pacification, selon un commandant de Quartier, une EMSI vaut un bataillon.*
  - cette action auprès des femmes fut aussi conduite par le *Mouvement de Solidarité féminine* créé par Suzanne Massu, qui en janvier 1960 comptait 300 Cercles et 60 000 femmes.
  - Cette activité allait de pair avec l'Association *Jeunesse* chargée de recueillir les *yaouleds* abandonnés dans les rues d'Alger, et qui sera transférée dans le Béarn en 1963.
- **l'Assistance médicale gratuite** (AMG) est sans doute l'action sociale la plus connue. 1600 médecins assurent leur mission de soutien et d'AMG (16 millions de consultation en 1960).
- moins connue est **l'action judiciaire** : le plan Gerthoffer décentralise la justice afin de la rendre plus rapide et plus humaine ; 12 Tribunaux permanents des Forces armées, et 75 procureurs militaires sont mis en place en 1960.

#### *Villages regroupés par le colonel de Saint-Simon*

- la *Commission de Sauvegarde du Droit et des libertés* s'efforce de moraliser le traitement des prisonniers; son président Maurice Patin constate que *la nature du conflit rend très difficile le maintien scrupuleux de la légalité*,
- les *Centres militaires d'internement* créés par Salan en 1958 pour se conformer aux *Conventions de Genève*, permettent de soustraire à la justice les djounoud pris les armes à la main (PAM),
- le **regroupement** des populations constitue l'une des actions les plus critiquées de l'armée en Algérie ; elle vise à soustraire la population du bled aux pressions du FLN, et à créer des *zones interdites* où les rebelles seront pourchassés sans danger collatéral. Militairement, elles diminuent le nombre des attentats. Le commandant de la wilaya 4 déplore : « *nous sommes coupés de tout, la population ne nous suit pas* ».

Il est vrai que certaines installations trop hâtives ont été mal choisies. Le FLN exploite cette situation en dénonçant des camps de concentration. Le Délégué général Delouvrier constate que le taux de mortalité dans les regroupements est inférieur à celui que l'on enregistrait dans les mechtas. Les centres provisoires sont alors remplacés par 1000 villages qui seront de véritables

centres ruraux.

Le général Parlange note en août 1960 que *la population, lasse des exactions et des crimes des fellaghas, vient se réfugier dans les nouveaux villages, créés avec sa totale approbation*. Lorsqu'en 1961 on offre aux regroupés de regagner leurs anciennes mechtas, 90 % préfèrent rester dans les nouveaux villages.

La pacification était ainsi une politique globale, humaine et légale, qui a obtenu sur le terrain de remarquables résultats. Reposant sur l'unité d'action entre militaires et politiques, elle aurait dû conduire à une solution associative, prônée à la fois par Lacoste et De Gaulle. Les causes de son abandon sont donc politiques, elles résultent de la mésentente entre les responsables militaires et le gouvernement.